

L'AfD se voit accoler l'étoile jaune par les socialistes allemands

écrit par Michel Festivi | 14 juillet 2025



Tous ceux qui suivent la vie politique allemande savent que l'AfD est un parti très dynamique et qui a le vent en poupe. Lors des dernières élections législatives, elle a fait un tabac, devenant le deuxième parti politique du pays, devant les socialistes du SPD, ce qui n'était jamais arrivé. À chaque élection régionale, elle gagne des électeurs et des élus, surtout dans l'Est du pays. Cela parce qu'elle défend en premier lieu l'Allemagne et les Allemands.

Cela rend fou le système européiste-mondialiste et immigrationniste, qui multiplie à son égard les chausse-trappes juridiques et administratives pour tenter de l'interdire. L'AfD est dans le collimateur des services de renseignements d'outre-Rhin, elle est en permanence obligée de démontrer qu'elle est bien un parti légal et d'ailleurs les millions d'Allemands qui prennent la peine de mettre dans l'urne son bulletin, seraient-il donc tous des parias ?

En Rhénanie-Palatinat, land gouverné par les socialistes du SPD en coalition avec les Verts et les Libéraux, les membres de l'AfD ne pourront plus être fonctionnaires. Cela fait suite à une décision du ministère de l'Intérieur socialiste, Michael Ebling, de cette région à l'Ouest de l'Allemagne, du 10 juillet dernier « pour lutter systématiquement contre les ennemis de la Constitution dans la fonction publique ». Les candidats à des postes publics devront donc assurer dans un questionnaire qu'ils n'appartiennent à aucune organisation extrémiste, dont l'AfD fait désormais partie.

L'AfD s'est bien sûr insurgée devant un tel scandale démocratique, des plus ahurissants, et va sans doute multiplier les recours. La CDU locale plus mollement, mais son représentant a néanmoins condamné cette pratique « Ce que le ministre de l'Intérieur Ebling

présente aujourd'hui relève davantage de la mise en scène que du concret », et ce d'autant que l'AfD, malgré toutes les attaques qu'elle subit, est un parti légal. Elle est néanmoins classée depuis le 2 mai 2025, par l'Office de protection de la Constitution, comme « extrémiste de droite avérée », ce que Marco Rubio, le secrétaire d'État américain avait justement dénoncé « comme une tyrannie déguisée », appelant les autorités allemandes à faire marche arrière.

J-D Vance, le Vice-Président américain avait très judicieusement affirmé : « l'Afd est le parti le plus populaire d'Allemagne, et de loin le plus représentatif d'Allemagne de l'Est. Aujourd'hui les bureaucrates tentent de le détruire. L'Ouest a abattu le mur de Berlin. Il a été reconstruit, non pas par les soviétiques ni les Russes mais par l'establishment allemand ».

Dans les années 1930, sous le régime nazi, les Juifs ne pouvaient plus occuper certaines professions, et avaient été chassés notamment de la fonction publique. Les socialistes allemands reproduiraient-ils cela vis-à-vis des militants de l'AfD ? Dans ces mêmes années, il fallait, pour certains emplois, remplir un questionnaire affirmant que l'on n'était pas juif. Désormais il faudra en faire de même, pour jurer que l'on n'est pas de l'AfD, et ce depuis au moins 5 ans rétroactivement, comme l'ont édicté les socialistes de la Rhénanie-Palatinat.

Leur fera-t-on aussi porter une étoile jaune pour encore mieux les discriminer ? Ce sera peut-être la prochaine étape.

Michel Festivi

Ripostelaique.com